



Registration of a Charge

Company name: **BRIDGEMAN ART LIBRARY LIMITED(THE)**

Company number: **01056394**



X7CG14RV

Received for Electronic Filing: **16/08/2018**

Details of Charge

Date of creation: **07/08/2018**

Charge code: **0105 6394 0009**

Persons entitled: **COUTTS & CO**

Brief description:

Contains fixed charge(s).

Contains negative pledge.

Authentication of Form

This form was authorised by: **a person with an interest in the registration of the charge.**

Authentication of Instrument

Certification statement: **I CERTIFY THAT THE ELECTRONIC COPY INSTRUMENT
DELIVERED AS PART OF THIS APPLICATION FOR REGISTRATION
IS A CORRECT COPY OF THE ORIGINAL INSTRUMENT.**

Certified by: **CHARLES HARVEY, FARRER & CO LLP**



CERTIFICATE OF THE REGISTRATION OF A CHARGE

Company number: 1056394

Charge code: 0105 6394 0009

The Registrar of Companies for England and Wales hereby certifies that a charge dated 7th August 2018 and created by BRIDGEMAN ART LIBRARY LIMITED(THE) was delivered pursuant to Chapter A1 Part 25 of the Companies Act 2006 on 16th August 2018 .

Given at Companies House, Cardiff on 20th August 2018

The above information was communicated by electronic means and authenticated by the Registrar of Companies under section 1115 of the Companies Act 2006



Companies House



THE OFFICIAL SEAL OF THE
REGISTRAR OF COMPANIES

BRIDGEMAN ART LIBRARY LIMITED

Emprunteur et Cédant

et

COUTTS & CO

Banque et Cessionnaire

**ACTE DE CESSIION DE CREANCES PROFESSIONNELLES A TITRE DE GARANTIE SOUMIS AUX
DISPOSITIONS DES ARTICLES L.313-23 A L.313-34 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER**

7 août 2018

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1. **BRIDGEMAN ART LIBRARY LIMITED**, société britannique dont le siège social est situé au 17-19 Garway Road, Londres W2 4PH, United Kingdom immatriculée au registre anglais « *the Companies House* » en Angleterre sous le numéro 1056394, représentée par Victoria Rose FROST BRIDGEMAN, en sa qualité de *director*,

ci-après dénommée l'« **Emprunteur** » ou le « **Cédant** »,

DE PREMIERE PART ;

ET :

2. **COUTTS & CO**, société de droit anglais dont le siège social est situé 440 Strand, Londres, WC2R 0QS, Royaume-Uni, et enregistrée sous le numéro 36695, représentée par Jason Hynes en sa qualité de *director*;

ci-après dénommée la « **Banque** » ou le « **Cessionnaire** »,

DE SECONDE PART.

Le Cédant et le Cessionnaire étant ci-après collectivement désignés les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIF :

- (A) Le présent bordereau est régi par la loi française et, tout particulièrement, par les dispositions des articles L.313-23 et suivants du Code monétaire et financier, et établi conformément aux stipulations d'une convention de prêt (le « **Prêt** ») conclue en date du 6 août 2018, entre le Cédant et le Cessionnaire (la « **Convention de Prêt** »), aux termes de laquelle le Cessionnaire s'est engagé à octroyer au Cédant le Prêt pour un montant en principal de deux millions (2.000.000) d'euros (le « **Montant du Prêt** »).
- (B) Le Prêt est destiné notamment à financer l'acquisition par l'Emprunteur des actions composant 100% du capital et des droits de vote de la société LEEMAGE, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé au 7 rue Maître Albert 75005 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 428 788 814, acquise auprès de la société LEEDING. TOP, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé au 7 rue Maître Albert 75005 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 828 254 69 (le « **Vendeur** ») (l'« **Acquisition** »).
- (C) Afin de réaliser l'Acquisition, l'Emprunteur et le Vendeur vont signer un contrat de cession d'actions de la société LEEMAGE (« *Share Purchase Agreement* ») en date du 7 août 2018 dont le dernier projet figure en Annexe C des présentes (le « **Contrat de Cession d'Actions** »).
- (D) Au titre de garantie de toute somme due par l'Emprunteur au titre du Prêt, la Banque et l'Emprunteur sont convenus que l'Emprunteur céderait à la Banque les créances, de quelque nature que ce soit (en ce compris toute éventuelle indemnité), qu'il détient ou qu'il viendra à détenir à l'encontre du Vendeur en application et conformément aux termes du Contrat de

Cession d'Actions, et notamment de la Garantie (telle que définie ci-après) (les « Créances Cédées »). C'est à cette fin que les Parties concluent ce jour le présent bordereau (l'« Acte de Cession de Créances Professionnelles »).

CECI EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

1. Définitions

Les termes ou expressions utilisés avec une majuscule aux présentes sont définis ci-après ou dans un Article particulier.

Acquisition	a le sens qui lui est donné au paragraphe (B) du préambule ;
Acte de Cession de Créances Professionnelles	a le sens qui lui est donné au paragraphe (D) du préambule ;
Banque	a le sens qui lui est donné dans la comparution des Parties ;
Cas de Réalisation	signifie: (a) la survenance d'un Cas de Défaut (<i>Event of Default</i>) tel que ce terme est défini dans la Convention de Prêt au titre duquel une notification a été faite par le Cessionnaire au Cédant conformément à l'article 12 (<i>Default</i>) de la Convention de Prêt; ou (b) un défaut de paiement au titre de toute somme due aux termes des Documents de Financement (<i>Finance Documents</i>) tel que ce terme est défini dans la Convention de Prêt qui est en cours et a été notifié par le Cessionnaire au Cédant ;
Contrat de Cession d'Actions	a le sens qui lui est donné au paragraphe (C) du préambule ;
Convention de Prêt	a le sens qui lui est donné au paragraphe (A) du préambule ;
Créances Cédées	a le sens qui lui est donné au paragraphe (D) du préambule ;
Débiteur Cédé	a le sens qui lui est donné à l'Article 5.2 des présentes ;
Emprunteur	a le sens qui lui est donné dans la comparution des Parties ;
Frais et Commissions	désigne toute somme due par l'Emprunteur à la Banque en application de l'article 5.1 (<i>Fees and Costs</i>) de la Convention de Prêt ;
Garantie	désigne la garantie prévue à l'article 5 du Contrat de Cession d'Actions (<i>Warranties : price reduction procedure</i>) et réclamée par l'Emprunteur conformément aux dispositions de l'article 5.3 (<i>Method of asserting claim</i>) du Contrat de Cession d'Actions ;
Indemnités	désigne toute somme due par l'Emprunteur à la Banque en application de l'article 13 (<i>Indemnity</i>) de la Convention de Prêt ;

Intérêts	désigne les intérêts du Prêt tels que définis et présentés à l'article 4 de la Convention de Prêt ;
Montant du Prêt	a le sens qui lui est donné au paragraphe (A) du préambule ;
Prêt	a le sens qui lui est donné au paragraphe (A) du préambule ;
Vendeur	a le sens qui lui est donné au paragraphe (B) du préambule.

2. Dispositions applicables à l'Acte de Cession de Créances Professionnelles

L'Acte de Cession de Créances Professionnelles est soumis aux dispositions de l'article L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier.

3. Désignation de l'établissement de crédit bénéficiaire

L'établissement de crédit bénéficiaire de l'Acte de Cession de Créances Professionnelles est la Banque.

4. Cession des Créances

Par le présent Acte de Cession de Créances Professionnelles, le Cédant cède les Créances, à titre de garantie de toutes sommes que le Cédant pourra devoir au titre de la Convention de Prêt, dans la limite du Montant du Prêt, augmenté des Intérêts, Indemnités et Frais et Commissions et autres accessoires dans les conditions de la Convention de Prêt, au Cessionnaire, qui l'accepte.

5. Désignation des Créances Cédées

5.1 Créances :

Les Créances Cédées, telles que définies à l'Article 1^{er} des présentes, sont toutes créances, de quelque nature que ce soit (en ce compris toute éventuelle indemnité), que le Cédant détient ou qu'il viendra à détenir à l'encontre du Vendeur en application et conformément aux termes du Contrat de Cession d'Actions, et notamment au titre de la Garantie.

5.2 Débiteur :

Le débiteur des Créances Cédées au titre du présent Acte de Cession de Créances Professionnelles est le Vendeur (la société LEEDING. TOP, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé au 7 rue Maître Albert 75005 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 828 254 69) (le « **Débiteur Cédé** »).

5.3 Lieu de paiement des Créances Cédées :

Une fois la cession des Créances Cédées notifiée, les Créances Cédées seront payées par virement bancaire sur le compte de la Banque, dont le détail figure à l'**Annexe 5.3**.

5.4 Montant des Créances Cédées :

Le montant de Créances Cédées est toute somme qui pourrait être due par le Débiteur Cédé au Cédant en vertu du Contrat de Cession d'Actions.

6. Notification

6.1 Droits du Cédant en l'absence de notification

- (A) Tant que la cession des Créances Cédées n'aura pas été notifiée au Vendeur, le Cédant continuera à pouvoir exiger directement auprès du Vendeur le paiement de toute somme due au titre des Créances Cédées.
- (B) En tant que de besoin, le Cessionnaire donne, par les présentes, mandat au Cédant pour qu'il engage, aux frais du Cédant, les procédures que le Cédant estime raisonnablement utiles à l'encontre du Vendeur aux fins du recouvrement des Créances Cédées. A la demande du Cédant et si besoin, le Cessionnaire s'engage à conférer un mandat spécial au représentant légal du Cédant, à l'effet de représenter le Cessionnaire dans le cadre desdites procédures.

6.2 Faculté de notification

Le Cessionnaire sera en droit, dès la survenance d'un Cas de Réalisation, de notifier au Vendeur la présente cession conformément aux dispositions de l'article L. 313-28 du Code monétaire et financier, ce dont il informera concomitamment le Cédant.

A compter de la date à laquelle une notification sera effectuée, le Vendeur sera tenu de s'acquitter des paiements dus au titre des Créances Cédées directement auprès du Cessionnaire (au crédit du compte dont les références seront indiquées dans l'acte de notification) et le mandat de recouvrement susvisé conféré au Cédant sera résilié.

6.3 Affectation des sommes recouvrées par le Cessionnaire

- (A) En cas de notification conformément aux stipulations de l'article 6.2 et sous réserve des stipulations des paragraphes (B) et (C) ci-dessous, les sommes recouvrées par le Cessionnaire seront affectées à bonne date au règlement des sommes dues et exigibles au titre du Prêt, et plus généralement, de la Convention de Prêt.

Tout paiement reçu par le Cédant nonobstant la notification mentionnée ci-dessus, ne le sera que pour le compte du Cessionnaire pour le recouvrement des Créances Cédées. L'Emprunteur s'oblige à faire remise immédiate au Cessionnaire des instruments de paiement ou des sommes qu'il aurait ainsi reçus, en fournissant au Cessionnaire toutes indications raisonnablement nécessaires que ce dernier pourrait lui demander aux fins de recouvrer les Créances Cédées.

- (B) S'il a été remédié ou renoncé au Cas de Réalisation, toutes les sommes recouvrées par le Cessionnaire seront reversées à l'Emprunteur sans délai.
- (C) Tant qu'il n'aura pas été remédié au Cas de Réalisation ou que le Cessionnaire n'y aura pas renoncé, les sommes recouvrées par le Cessionnaire seront imputés sur les sommes dues et exigibles au titre du Prêt, et plus généralement, de la Convention de Prêt et le surplus sera reversé au Cédant sans délai.

6.4 Accords et notifications au titre du Contrat de Cession d'Actions

La présente cession ne portant que sur les Créances Cédées, le Cédant pourra continuer à être l'interlocuteur du Vendeur aux fins de donner tout accord requis en application du Contrat de Cession d'Actions (notamment sur les comptes de réalisation) et d'effectuer toute notification ou communication envisagée par le Contrat de Cession d'Actions (notamment aux fins de mettre en jeu toute garantie).

7. Transfert des sûretés

Le présent Acte de Cession de Créances Professionnelles transfère de plein droit au profit du Cessionnaire, le transfert de toutes les sûretés garantissant les Créances, ainsi que de toute

autre sûreté constituée postérieurement au profit du Cédant garantissant les Créances.

8. Perte de la qualité d'établissement de crédit

Dans l'hypothèse où, postérieurement à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, les banques anglaises, telle que la Banque, venaient à perdre leur passeport européen et, se faisant, leur qualité d'établissement de crédit et que cela entraînerait la caducité ou l'impossibilité d'exécuter les présentes, les Parties s'engagent de manière ferme et irrévocable à conclure un acte de nantissement de créances en application de l'article 1326 du code civil, de sorte que ledit acte de nantissement de créances remplacera le présent Acte de Cession de Créances Professionnelles en cas de caducité de ce dernier ou impossibilité d'exécution en raison de la perte du passeport européen et/ou de l'agrément.

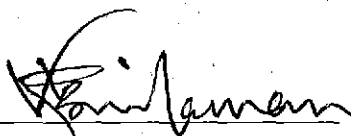
9. Absence de solidarité

Par dérogation aux dispositions de l'article L.313-24 du Code monétaire et financier, le Cédant n'est pas garant solidaire du paiement des Créances Cédées par le Débiteur Cédé.

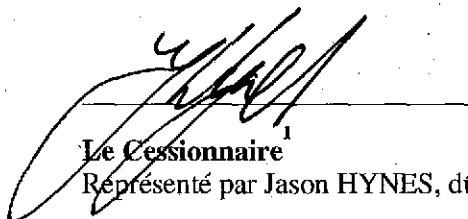
10. Date d'acceptation de l'Acte de Cession de Créances Professionnelles

La date d'acceptation de la cession des Créances par le Cessionnaire est fixée au

Fait à Paris,



Le Cédant
Représenté par Victoria Rose FROST
BRIDGEMAN, dûment habilitée



Le Cessionnaire¹
Représenté par Jason HYNES, dûment habilité

¹ Signature précédée de la date de cession telle qu'apposée par le Cessionnaire

ANNEXE C

CONTRAT DE CESSIION D' ACTIONS

A compléter

ANNEXE 5.3

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE DE LA BANQUE

A compléter

BRIDGEMAN ART LIBRARY LIMITED

Borrower and Assignor

et

COUTTS & CO

Bank and Assignee

**DEED OF ASSIGNMENT OF PROFESSIONAL DEBTS AS SECURITY SUBMITTED TO
PROVISIONS OF ARTICLES L.313-23 TO L.313-34 OF THE MONETARY AND
FINANCIAL CODE**

August 7th, 2018

BETWEEN:

1. **BRIDGEMAN ART LIBRARY LIMITED**, a company established under English law whose registered office is located at 17-19 Garway Road, London W2 4PH, United Kingdom registered with the Companies House in England under number 1056394, represented by Victoria Rose FROST BRIDGEMAN, in her capacity as director,
hereinafter referred to as the “**Borrower**” or the “**Assignor**”,

ON THE FIRST PART,

AND

2. **COUTTS & CO**, a bank established under English law whose registered office is located at 440 Strand, London, WC2R 0QS, UK, and registered under the number 36695, represented by Jason Hynes, in his capacity as director,
hereinafter referred to as the “**Bank**” or the “**Assignee**”,

ON THE SECOND PART,

The Assignor and the Assignee being collectively referred to as the “**Parties**” and, individually, a “**Party**”.

WHEREAS :

- (A) This agreement is governed by French law and, in particular, by the provisions of articles L.313-23 and seq. of the French Financial and Monetary Code, and drawn up in accordance with the provisions of a loan agreement (the “**Loan**”) dated on August 6th, 2018, entered into between the Assignor and the Assignee (the “**Loan Agreement**”), pursuant to which the Assignee granted the Assignor the Loan for a principal amount of two million (2,000,000) euros (the “**Loan Amount**”).
- (B) The Loan is intended in particular to finance the acquisition by the Borrower of 100% of the shares and voting rights of LEEMAGE, a French “*société par actions simplifiée*”, whose registered office is located at 7 rue Maître Albert 75005 Paris, registered in the “*registre du commerce et des sociétés*” of Paris under number 428 788 814, acquired from LEEDING. TOP, a French “*société par actions simplifiée*”, whose registered office is located at 7 rue Maître Albert 75005 Paris, registered in the “*registre du commerce et des sociétés*” of Paris under number 828 254 69 (the “**Seller**”) (the “**Acquisition**”).
- (C) In order to complete the Acquisition, the Borrower and the Seller will enter into a Share Purchase Agreement dated August 7th, 2018 whose latest draft is attached in **Schedule C** hereto (the “**Share Purchase Agreement**”).
- (D) As security for any sum due by the Borrower under the Loan, the Bank and the Borrower have agreed that the Borrower shall assign to the Bank the claims of whatever nature (including any indemnity) which it holds or may hold against the Seller pursuant to and in accordance with

the terms of the Share Purchase Agreement, and in particular the Warranty (as defined below) (the "Assigned Claims"). To this end, the Parties enter into this agreement as the date hereof (the "Deed of Assignment of Professional Debts").

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

1. Definitions

Terms with an initial capital letter have the following meanings:

Acquisition	has the meaning given to such term in the paragraph (B) of the preamble;
Assigned Claims	has the meaning given to such term in the paragraph (D) of the preamble;
Assigned Debtor	has the meaning given to such term in the article 4.2 of this agreement;
Bank	has the meaning given to such term in the appearance;
Borrower	has the meaning given to such term in the appearance;
Deed of Assignment of Professional Debts	has the meaning given to such term in the paragraph (D) of the preamble;
Event of Implementation	means: (a) the occurrence of an Event of Default as that term is defined in the Loan Agreement under which notice has been given by the Assignee to the Assignor in accordance with Article 12 (Default) of the Loan Agreement; or (b) a default in payment in respect of any amount due under the terms of the Finance Documents as that term is defined in the Loan Agreement which is in the course of performance and has been notified by the Assignee to the Assignor;
Fees and Costs	means all sums due by the Borrower to the Bank pursuant to Article 5.1 (Fees and Costs) of the Loan Agreement;
Indemnity	means all sums due by the Borrower to the Bank pursuant to Article 13 (<i>Indemnity</i>) of the Loan Agreement;
Interest	means the interests of the Loan pursuant to Article 4 (<i>Interest</i>) of the Loan Agreement;
Loan	has the meaning given to such term in the paragraph (A) of the preamble;
Loan Agreement	has the meaning given to such term in the paragraph (A) of the preamble;

Loan Amount	has the meaning given to such term in the paragraph (A) of the preamble;
Seller	has the meaning given to such term in the paragraph (B) of the preamble.
Share Purchase Agreement	has the meaning given to such term in the paragraph (C) of the preamble;
Warranty	means the guarantee provided for in Article 5 of the Share Purchase Agreement (<i>Warranties: price reduction procedure</i>) and claimed by the Borrower in accordance with the provisions of Article 5.3 (<i>Method of asserting claim</i>) of the Share Purchase Agreement;

2. Provisions applicable to the Deed of Assignment of Professional Debts

The Deed of Assignment of Professional Debts is governed by the provisions of Article L. 313-23 to L. 313-34 of the French Financial and Monetary Code.

3. Designation of the beneficiary credit institution

The credit institution benefiting from the Deed of Assignment of Professional Debts is the Bank.

4. Claims assignment

Under this Deed of Assignment of Professional Debts, the Assignor assigns the Claims, by way of guarantee of all sums that the Assignor may owe under the Loan Agreement, within the limit of the Loan Amount, increased by Interest, Indemnities and Fees and Costs and other incidental sums under the conditions of the Loan Agreement, to the Assignee, who accepts it.

5. Designation of the Assigned Claims

5.1 Claims :

The Assigned Claims, as defined in Article 1 above, are claims of any nature whatsoever (including any indemnity) that the Assignor holds or will hold against the Seller pursuant to and in accordance with the terms of the Share Purchase Agreement, and in particular under the Warranty.

5.2 Debtor:

The debtor of the Assigned Claims under this Deed of Assignment of Professional Debts is the Seller (LEEDING. TOP, a French *société par actions simplifiée*, whose registered office is located at 7 rue Maître Albert 75005 Paris, registered with the “*registre du commerce et des sociétés*” of Paris under number 828 254 69) (the “Assigned Debtor”).

5.3 Place of payment of the Assigned Claims:

Once the assignment of the Assigned Claims has been notified, the Assigned Claims shall be paid by wire transfer to the Bank's account, details of which are given in **Schedule 5.3**.

5.4 Amount of the Assigned Claims:

The amount of Assigned Claims is any amount that may be due by the Assigned Debtor to the Assignor under the Share Purchase Agreement.

6. Notification

6.1 Rights of the Assignor in the absence of notification

- (A) As long as the assignment of the Assigned Claims has not been notified to the Seller, the Assignor shall continue to be entitled to request directly from the Seller the payment of any sum due in respect of the Assigned Claims.
- (B) To the extent necessary, the Assignee hereby authorizes the Assignor to undertake, at the Assignor's expense, such proceedings as the Assignor deems reasonably useful against the Seller for recovering the Assigned Claims. At the request of the Assignor and if necessary, the Assignee undertakes to grant a special mandate to the Assignor's legal representative to represent the Assignee in the said proceedings.

6.2 Faculty of notification

The Assignee shall be entitled, upon the occurrence of an Event of Implementation, to notify the Seller of this assignment in accordance with the provisions of Article L. 313-28 of the French Financial and Monetary Code, of which it shall inform the Assignor at the same time.

As from the date on which a notification is made, the Seller shall be required to pay the payments due in respect of the Assigned Claims directly to the Assignee (to the credit of the account whose references will be indicated in the notification) and the above-mentioned recovery mandate granted to the Assignor shall be terminated.

6.3 Allocation of sums recovered by the Assignee

- (A) In the event of a notification in accordance with the provisions of Article 6.2 above and subject to the provisions of paragraphs (B) and (C) below, the sums recovered by the Assignee shall be duly on the right date allocated to the payment of the sums due and payable under the Loan, and more generally, the Loan Agreement.

Any payment received by the Assignor notwithstanding the notification mentioned above, shall only be received on behalf of the Assignee for the recovery of the Assigned Claims. The Borrower undertakes to immediately remit to the Assignee any payment instruments or sums thus received, providing the Assignee with any information that the latter may reasonably require for the purpose of recovering the Assigned Claims.

- (B) If the Event of Implementation has been remedied or waived, all sums recovered by the Assignee shall be remitted to the Borrower without delay.
- (C) As long as the Event of Implementation has not been remedied or the Assignee has not renounced it, the sums recovered by the Assignee shall be deducted from the sums due and payable under the Loan, and more generally, the Loan Agreement and the surplus shall be remitted to the Assignor without delay.

6.4 Agreements and Notifications under the Share Purchase Agreement

As this assignment relates only to the Assigned Claims, the Assignor may continue to be the Seller's interlocutor for the purposes of giving any agreement required pursuant to the Share Purchase Agreement (in particular with respect to the implementation accounts) and of effecting any notification or communication contemplated by the Share Purchase Agreement (in particular for the purposes of invoking any warranty).

7. Transfer of securities

This Assignment of Business Receivables Agreement automatically transfers to the Assignee, the transfer of all the securities guaranteeing the Claims, as well as any other security subsequently created for the benefit of the Assignor guaranteeing the Claims.

8. Loss of credit institution status

In the event that, following the exit of the United Kingdom from the European Union, English banks, such as the Bank, lose their European passport and, in so doing, their status as credit institutions and that this would result in the lapse or impossibility of performing this agreement, the Parties undertake firmly and irrevocably to enter into a pledge of claims pursuant to Article 1326 of the French *Civil Code*, so that the said pledge agreement will replace this Deed of Assignment of Professional Debts in the event of its lapse or impossibility of performance due to the loss of the European passport and/or the accreditation.

9. No solidarity

By way of derogation from the provisions of Article L.313-24 of the French Financial and Monetary code, the Assignor is not jointly and severally liable for the payment of the Assigned Claims by the Assigned Debtor.

10. Date of acceptance of the Assignment of Business Receivables Agreement

The date of acceptance of the assignment of the Claims by the Assignee shall be fixed at August 7th, 2018.

in Paris,

The Assignor (or the Borrower)
Represented by Victoria Rose FROST
BRIDGEMAN, duly authorized

The Assignee (or the Bank)¹
Represented by Jason HYNES, duly authorized

¹ Signature preceded by the date of assignment as affixed by the Assignee

SCHEDULE C
SHARE PURCHASE AGREEMENT
(CONTRAT DE CESSION D' ACTIONS)

SCHEDULE 5.3

BANK ACCOUNT NUMBER OF THE BANK

(RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE DE LA BANQUE)